

Communisme en mouvement

Numéro 8

Décembre 2006

Une puissante dynamique unitaire en faveur du rassemblement antilibéral est engagée, sur la base d'un accord stratégique et avec un programme, fédérant de manière inédite les énergies de militants et citoyens d'engagements très divers, la direction nationale du PCF vient de formuler une proposition qui remet en question les perspectives qu'elle a contribué à créer.

En effet, une majorité du Conseil national du Parti communiste (116 pour, 25 contre, 15 abstentions, 2 refus de vote) propose de confirmer "la proposition de candidature de Marie George Buffet pour porter le rassemblement antilibéral", alors que le rendez-vous des 9 et 10 décembre a montré qu'il n'existe aucun consensus sur cette candidature : ni parmi les organisations, ni dans les collectifs.

La direction nationale remet directement en question l'orientation du congrès de mars 2006, en s'appuyant sur des courants opposés dès le départ à la démarche du rassemblement antilibéral. Six membres du Comité exécutif national ont de ce fait démissionné de cette instance.

Les "communistes unitaires", de nombreux secrétaires fédéraux ont fait référence aux multiples contributions individuelles et collectives émanant de tout le Parti, en intervenant au cours de cette session pour qu'une issue soit trouvée sur la question de la candidature. Les communistes sont appelés à se prononcer le mercredi 20 décembre (donc dans la précipitation).

Il s'agit, pour les communistes, de mettre en oeuvre l'orientation politique fondamentale du PCF, ce qui passe à présent par la recherche d'une candidature capable de faire consensus.

Ce bulletin est ouvert. Faites parvenir vos textes, mais aussi vos réactions et suggestions à : communisme.mouvement@free.fr - Pour le recevoir régulièrement ou-et permettre à des amis de le recevoir, prenez contact sur <http://communisme.mouvement.free.fr>

Sommaire

1, Interventions au Conseil national du PCF

L'avenir du parti ne dépend pas du nom	Bernard Calabuig	2
Assurer le succès du rassemblement antilibéral	Chantal Delmas	3
Nous ne devons pas sortir du processus unitaire	Frédéric Genevée	4
Tout faire pour que vive le rassemblement antilibéral	André Greder	5
Le consensus : une logique d'inclusion	Sylvie Larue	7
La consultation des communistes : un enjeu majeur	Isabelle Lorand	9
Notre Conseil national se doit de prendre en compte la discussion dans le parti	Sylvie Tricot-Devert	11
Le parti tourne le dos au Congrès et au rassemblement	Pierre Zarka	12

2. Autres contributions destinées au Conseil national

La responsabilité de la direction nationale du PCF	Gilles Alfonsi	13
Pourquoi soutenir Marie-George, c'est aujourd'hui ne pas soutenir sa candidature	Anne Jollet	15
Nous nous enfermons dans une nasse	Roger Martelli	17
L'espoir était grand	Fernanda Marrucchelli	18
Du non constituant au nom rassemblant	Sarah Jane Mellor	19
La responsabilité du PCF est immense	Nadine Stoll	20

3. Après le CN :	
Les raisons de notre démission du Comité exécutif national du PCF	22
4. Communication de Serge Grossvak	23
5, Annexe : bulletin de vote	25

L'avenir du parti ne dépend pas du nom

Bernard Calabuig

Conseil national du PCF
15-16 décembre 2006

Nous portons depuis dimanche un bien lourd fardeau, nous sommes sur le point de prendre la responsabilité de casser un espoir naissant. Notre responsabilité est d'autant plus importante que la France est certainement le seul pays où ce type de construction politique ne peut se faire qu'avec le parti communiste, ce qui n'est pas le cas ailleurs.

Regardons ce qu'il en est des partis communistes en Amérique Latine, qui ont regardé passer le train. Aujourd'hui marginalisés, ils sont en voie d'extinction, ce qui malheureusement peut nous arriver. Je n'ai jamais pensé que l'avenir du parti communiste français était inscrit dans le marbre. Il dépend de notre capacité à retrouver une utilité dans la société. Le parti communiste a, durant son histoire, réussi de nombreux rendez-vous avec notre peuple, il a ainsi marqué la société française de son apport original. Il en a aussi loupé, et cela lui a coûté cher. Aujourd'hui j'ai le sentiment que nous nous apprêtons à en rater un et cela nous coûtera d'autant plus cher que nous n'avons plus beaucoup de marge.

Dans un pays où il n'y a plus de perspective politique depuis 25 ans, la politique est vécue par des millions de nos concitoyens, non plus comme un moyen de libération, mais comme une machine à provoquer ou à aggraver les souffrances. Le peuple de gauche qui a su se rassembler dans sa diversité sur le non de gauche au projet constitutionnel, celui qui a rejeté le CPE était en droit d'espérer enfin porter ses exigences jusque dans les urnes avec une candidature bien à lui, issue de son propre rassemblement.

Franchement, camarades, l'avenir du parti ne dépend pas du nom qui sera sur le bulletin de vote. Son avenir est dans sa capacité à nourrir le mouvement de tout son apport. Le danger dans la France de 2006 n'est pas le gauchisme, mais le bipartisme : la vraie recomposition est là. Il faut rester dans le processus de candidature unitaire, il n'y a pas d'autres choix.

Comment sortir de la situation dans laquelle nous sommes ? Je vous

soumets la proposition que j'ai faite au CN de septembre et qui a été discutée dans mon collectif. La voici :

1. Nous sortons de la logique de rassemblement autour d'un candidat, et nous nous inscrivons dans une campagne collective, nous sortons tous d'un positionnement de supporters pour nous inscrire dans une démarche citoyenne.
2. Nous mettons en place un collectif de candidats Marie George Buffet, Yves Salesse, Clémentine Autain, nous laissons des places vides pour ceux qui souhaiteraient prendre le mouvement en cours.
3. Nous commençons la campagne dès le début janvier, nous ne sommes pas sans candidats, nous avons plusieurs candidats. Cette solution ferait de notre diversité un atout, mettrait au premier plan de notre campagne, notre contestation du présidentielisme et nous dégagerait du piège de la personnalisation de la vie politique. La campagne se mènerait de bout en bout avec ce collectif de candidats.
4. Le nom à mettre sur le bulletin de vote, car il en faudra bien un, sera le trait d'union. Nous pouvons imaginer que la dynamique populaire nous aide à dégager ce nom. En procédant ainsi nous mettons entre les mains du mouvement populaire, de la dynamique de campagne que nous escomptons créer, ce que nous n'arrivons pas à régler entre nous. Si rien ne se dégage alors en ultime recours nous procéderions au tirage au sort. Cela nous assure d'avoir de toute façon un nom sur le bulletin de vote, et de ne demander à personne de se retirer.

Bien évidemment dans l'hypothèse où ce type de proposition est acceptable par nous et nos partenaires, elle devra faire l'objet d'un protocole précisant les modalités de la campagne qui devra être validé par les collectifs locaux.

Assurer le succès du rassemblement antilibéral

Chantal Delmas

Conseil national du PCF
15-16 décembre 2006

Il n'y a pas d'un côté « les bons » qui seraient les communistes et de l'autre, le collectif national qui ne serait pas attaché au succès du rassemblement.

Pour n'en nommer que deux, Claire Villiers et Claude Debons, sont des militants très respectables, l'un pour son combat avec les chômeurs, l'autre pour son combat syndicaliste.

Que s'est-il passé le 9 et 10 décembre avec les 1500 délégués :

1. Il n'y a pas eu consensus sur Marie Georges Buffet: s'il y a 60% pour, il y a 40% contre.
2. Il n'y a pas eu non plus consensus sur Clementine Autain et Yves Salesses
3. **Il y a eu consensus sur une autre candidature issue du PCF, connu pour son rôle dans le mouvement social. Ce consensus est partagé par le collectif national et les 1500 délégués** des collectifs locaux, présents les 9 et 10 décembre. Le PCF ne peut ignorer cette proposition qui fait consensus. Nous devons aller jusqu'au bout, pour assurer le succès de ce rassemblement antilibéral et en donner enfin une expression politique pour gagner.

Nous ne devons pas sortir du processus unitaire

Frédéric Genevée

Conseil national du PCF
15-16 décembre 2006

Nous sommes effectivement face à un choix. Soit nous confirmons nos choix de congrès, soit nous les infirmons. Nous avons dit notamment au 33e congrès que nous n'étions pas propriétaires du communisme et que nous avons renoncé à concevoir le rassemblement comme devant se faire autour de nous ou derrière nous. C'est cela qui nous a conduit ici à proposer et à accepter la règle du double consensus. Nous ne devons pas remettre en cause ces acquis.

Alors aujourd'hui, comment sortir de l'impasse et de la division ? Une consultation des collectifs est en cours et je m'en félicite. Les communistes doivent aussi être consultés clairement pour ne pas demeurer dans l'ambiguïté comme lors de la dernière consultation.

Je propose donc la consultation suivante :

Première question : Maintenons-nous la candidature de Marie-George Buffet dans le cadre du rassemblement antilibéral ?

Seconde question : Si elle ne fait pas consensus, la présentons-nous comme seule candidate du PCF ou acceptons-nous une autre proposition ?

Vous connaissez mon opinion sur ces deux questions, je l'ai plusieurs fois exprimée dans cette enceinte.

Sur le fond, notre identité politique c'est « toute la gauche sur une orientation antilibérale dans une démarche majoritaire ». Croyons-nous sérieusement qu'une candidature du PCF ou d'un rassemblement réduit nous rapproche ou nous éloigne de cet objectif ? Poser la question c'est y répondre.

Si nous échouons, il n'y aura pas d'espace entre le social-libéralisme et la simple protestation. Croire que les collectifs pourront se maintenir avec le PCF comme seule organisation politique présente en leur sein relève de l'illusion et va tuer l'idée même de rassemblement antilibéral. Le PCF ne peut pas porter seul l'idée même de rassemblement antilibéral.

Camarades, Nous ne devons pas sortir du processus unitaire.

Tout faire pour que vive le rassemblement antilibéral

André Greder
secrétaire fédéral du PCF 82

Conseil national du PCF
15-16 décembre 2006

J'aimerais avoir autant de certitudes que certains camarades, dans une situation aussi difficile. Je vais tout de même vous faire part de quelques réflexions et vous dire le positionnement des militants du PCF 82 réunis hier soir en assemblée générale.

Comme tout le monde, nous avons constaté que, malgré le vote majoritaire, il n'a pas été possible de réaliser le consensus autour de la candidature de Marie George Buffet.

La réunion de ST OUEN a montré le blocage.

Mais quelle est la nature de ce blocage ?
Il repose sur le fait qu'aucune organisation ne peut accepter que ce soit le Numéro 1 du PCF qui incarne le candidat du rassemblement. Il ne repose ni sur l'appartenance au PCF, ni sur les qualités de MG Buffet.

Nous connaissions ce blocage, nous ne l'avons pas découvert à ST OUEN. Il n'a cessé d'exister depuis le début du processus de désignation. Nous savons aussi que cette question a traversé les collectifs et y compris les rangs du PCF. Nous pensions pouvoir le

dépasser par le débat, nous pensions pouvoir convaincre. Le 9 et 10 décembre, le constat est clair : nous n'y sommes pas parvenus. Il faut donc éviter les jugements excessifs, cela n'avance à rien.

Sur la question du double consensus :

Nous connaissons la règle depuis plusieurs semaines. L'avons-nous contestée ? Jamais.

Il serait alors profondément anormal de le faire maintenant, au moment où cette règle ne nous arrange pas

Les organisations ont le droit d'avoir une pensée propre. Il n'est pas dans leur rôle d'avaliser simplement le choix des collectifs, sinon le double consensus n'aurait eu aucun sens. Je crois que nous devons respecter la pensée de chacune, comme nous entendons que l'on respecte la notre.

Si, par exemple, majoritairement, les collectifs locaux décidaient la sortie immédiate du nucléaire, leur opinion majoritaire ne nous obligerait à aucun alignement, nous garderions notre position propre.

Regrettons simplement que la position majoritaire des collectifs locaux, n'ait pas bougé plus le positionnement de chaque organisation, sans en rajouter.

L'opinion majoritaire de l'assemblée générale des communistes de Tarn et Garonne :

Nous pensons qu'il faut tout faire pour dépasser le blocage, que le PCF qui est la force principale du rassemblement, qui le porte beaucoup, doit prendre l'initiative. Il nous appartient, comme l'a dit Bernard Callabuig, lors de la réunion des secrétaires fédéraux, de lever un à un tous les obstacles qui pourraient empêcher le rassemblement antilibéral.

Il nous appartient de ne pas sortir de ce conseil national sans geste d'ouverture pour que ce rassemblement ait toutes les chances d'aller au bout.

Nous souhaitons que toutes les organisations restent dans le rassemblement

Nous souhaitons que nous nous saisissons de la proposition qui nous est faite de proposer à la candidature, un militant issu des rangs du PCF, identifié dans le mouvement social afin de tout tenter pour trouver le consensus sur un candidat.

Et pour cela, une majorité d'entre nous envisage en effet la nécessité de lever la candidature de Marie George Buffet.

Qui a tout à perdre si ce rassemblement échoue ?

- Notre peuple qui verrait s'envoler toute perspective de transformation de la société.
- Sûrement pas les autres partenaires qui n'engagent pas beaucoup de leur avenir dans ce rassemblement.
- Mais nous les communistes nous avons tout à perdre. Car un échec du processus de rassemblement antilibéral nous marginaliserait encore un peu plus.

Conclusion

Alors oui, commençons un geste d'ouverture. Sans le rassemblement antilibéral, il n'y a aucun espace politique dans les échéances de 2007. C'est le vote utile PS qui serait relancé. Seul un rassemblement d'espoir peut convaincre,

J'ajoute que si nous portions une once de responsabilité dans le fait que le rassemblement antilibéral n'aille pas jusqu'au bout, nous le payerions très cher, des camarades relativiseraient alors leur engagement au sein de notre parti. Je dis que notre fédération serait en difficulté et j'en avertis dès maintenant Michel Laurent, responsable national des fédérations, qu'on ne me demande pas pourquoi.

Le consensus : une logique d'inclusion

Sylvie Larue

Conseil national du PCF
15-16 décembre 2006

Nous avons tous été horrifiés du second tour Chirac – Le Pen au soir du 21 avril 2002. Or si les choses restent en l'état, il n'y aura rien de nouveau : l'Ump, l'Udf, le Fn, le Ps, le Pcf, Lo, la Lcr, les Verts, tous auront leur candidat. Manqueront à l'appel le Prg, et le Mrc, ils ont rejoint le Ps, contribuant ainsi à faire de la candidature de Ségolène Royal une candidature de rassemblement. Or le rouleau compresseur du bipartisme est en marche avec au coin du bois Le Pen. Si nous en restons à cette absence d'unité, la gauche anti-libérale éclatée risque d'ouvrir un boulevard au vote utile. Les électeurs de gauche ne veulent pas d'un remake de 2002.

Nous travaillons depuis 2004 à un rassemblement de toutes les forces anti-libérales sur un projet de rupture avec les choix politiques d'adaptation au capitalisme, pour ouvrir une autre voie à gauche. La dynamique a commencé à prendre corps. Les attentes sont fortes. Le succès des meetings unitaires en témoignent. Nous sommes dans le paysage politique et dans le paysage médiatique. Nous devons donc dépasser les logiques partisans. Or nous prenons le risque, en maintenant la candidature de Marie George, de donner l'image d'un rassemblement autour du Pcf. Personne ne demande à Marie George de s'éclipser. L'idée d'une campagne collective est partagée par tous. L'objectif de mener une bataille vis à vis des médias pour que les temps de parole soient partagés et témoignent de la diversité du rassemblement, aussi. Le Pcf comme la force politique qui a contribué à impulser cette nouvelle démarche politique y a une place privilégiée.

Depuis plusieurs semaines dans le rassemblement anti-libéral, deux logiques se sont nourries, une logique d'exclusion et une logique majoritaire et cela s'est traduit par des affrontements qui n'étaient pas raisonnables. Si nous contribuons à surmonter ces obstacles, nous pouvons être considérés comme une grande force politique . Si nous maintenons Marie George, les collectifs vont se réduire à la peau de chagrin. Les camarades du Ps, de la Lcr, et des Verts qui ont rompu avec la logique majoritaire de leur organisation ne feront pas la campagne de Marie George. On ne peut pas rompre avec la logique majoritaire de son organisation pour se laisser imposer celle d'une autre organisation.

Le collectif de Rennes a une longue histoire. Il est le fruit de toutes les expériences communes pour la paix, la sécurité sociale, les retraites, le droit des femmes, le Non au Traité constitutionnel, entre militants de culture ou d'organisation diverses. Il rassemble toutes les composantes de la gauche anti-libérale, il est divers par sa composition sociologique, il est traversé par toutes les générations. Nos réunions s'élargissent. D'ores et déjà nous accueillons en AG deux fois plus de personnes qu'aux meilleures heures de la campagne du Non à Rennes. Ce travail patient de constitution d'un espace politique nouveau où des personnes qui n'ont jamais adhéré à un parti ont décidé de se réapproprier le débat politique se poursuivra . Nous avons adopté un texte qui réaffirme que seule la logique du consensus doit prévaloir. A construction politique nouvelle, règles nouvelles de fonctionnement. La logique du consensus est une logique d'inclusion du plus grand nombre. Il s'agit de faire en sorte que les choix que l'on fait ne font fuir personne.

Marie George le dit souvent, celles et ceux qui auraient la prétention de manipuler le parti dans un sens ou dans l'autre se mettent le doigt dans l'œil. Le débat traverse tout le parti. Restons dans le débat, chacun a ses convictions et chacun se bat pour ce qu'il croit. Personne ne demande aux communistes d'être des adhérents dociles et de suivre quoi qu'il arrive les consignes de la direction nationale. Les communistes partout s'emparent des débats.

Au cœur du projet communiste n'oublions pas qu'il y a l'émancipation. Les débats dépassent largement le cercle des refondateurs, c'est un débat sérieux, grave, où se joue l'avenir du Parti Communiste. Cessons de penser qu'une dizaine de membres du CN complotent dans le dos de Marie George. C'est faire bien peu de cas de la capacité des communistes à maîtriser les enjeux. J'ai pu lire des dizaines de compte-rendu d'AG, et je ne retrouve pas dans la discussion du CN les échanges qui s'y sont produits.

La consultation des communistes doit clarifier les termes du débat. Le bulletin de vote proposé a le mérite de le faire, mais je ne partage pas le positionnement qui l'accompagne.

Pour ce qui est de la fédération d'Ille et Vilaine, les sections de Fougères et de Redon sont favorables au retrait de Marie George. Pour ce qui est du conseil départemental, qui n'a jamais porté la stratégie de rassemblement, de ce côté là, rien de nouveau.

La consultation des communistes : un enjeu majeur

Isabelle Lorand

Conseil national du PCF
15-16 décembre 2006

Michel Laurent souligne dans son rapport « *Une option consiste à réaffirmer notre proposition de candidature... Nous ne pourrions alors pas nous réclamer du rassemblement actuellement constitué puisque des composantes de celui-ci refuseraient de soutenir la candidature de Marie-George Buffet à l'élection présidentielle ...* ». Patrice Cohen-Seat abonde dans son sens. Il est donc clair que le maintien de la candidature de Marie-George a pour conséquence de sortir du processus unitaire. Même la proposition avancée à Saint-Ouen par les collectifs d'une candidature communiste issue du mouvement social est rejetée par le rapport. Le choix qui doit être soumis à la consultation des communistes doit donc être clairement celui-là : sortir ou pas du processus.

Plusieurs arguments sont avancés pour justifier le maintien coûte que coûte de la candidature de Marie-George. Je souhaite les discuter.

Dans les institutions de la Vème république, une formation politique doit être obligatoirement présente dans le scrutin présidentiel pour exister dans le paysage politique. Evidemment la vérification de cette assertion serait un argument lourd. Mais au regard de l'histoire, elle n'est pas valide. Le parti a été absent du scrutin présidentiel à deux reprises : en 1965 et en 1974. Les législatives de 1967 se sont avérées pour le PCF les meilleures de la Ve République. Et le premier décrochage électoral décisif s'opère non pas à la suite de l'élection de 1974, mais en 1981, où Georges Marchais était candidat. Si cela ne conduit pas à rejeter l'hypothèse d'une candidature communiste, cela contredit l'idée qu'elle serait incontournable.

2007 sera l'occasion d'une recomposition politique durable de la gauche alternative. Il faut des garanties quant à celui qui en portera les couleurs. Cette recomposition est une nécessité historique. Sans redévelopper tous les arguments qui ont conduit au choix stratégique du 33^{ème} congrès (bipartisme, recomposition au centre, radicalisation de la droite et rupture avec le pacte républicain, renforcement de Le Pen...), il faut ajouter que l'émergence sur la scène politique de la gauche antilibérale est un phénomène mondial (Amérique latine, Hollande...). Cette nécessité historique en fait son attrait, qui se traduit d'ores et déjà dans la réussite des initiatives publiques. Aujourd'hui, le PCF est la force politique au cœur de ce rassemblement. En choisissant d'en sortir, il se met hors jeu d'un phénomène qui, tôt ou tard, s'imposera. En sortir, uniquement parce que notre secrétaire nationale n'en serait pas le porte drapeau. En 1936, le front populaire regroupe associations, politiques, syndicats. Le PCF y participe sans chercher à

faire de Maurice Thorez la figure emblématique. C'est pourtant en 1936 qu'il amorce le décollage électoral qui l'installe au centre de la vie politique nationale.

Le rassemblement ce n'est pas l'unité d'un cartel d'organisations, c'est l'unité du peuple. Nous serons une candidature de rassemblement. Outre qu'il s'agit d'une négation de l'intérêt des partis (sauf le nôtre) qui me semble dangereuse et populiste, c'est faire fi de l'expérience des dernières années. Du rassemblement populaire majoritaire aux Espaces Citoyens, nous avons eu cette démarche. Elle a été durablement en échec. Cela parce que - malgré la crise de la politique - les formations politiques demeurent un objet de représentation. Il n'y a pas de ressenti d'unité sans unité de forces politiques. Le lien est dialectique entre la capacité à produire de la dynamique politique, et les effets produits par cette dynamique.

Le scrutin présidentiel ne nous est pas favorable. Passons-le à moindre frais et concentrons-nous sur les échéances suivantes en personnalisant et localisant le plus possible les enjeux. Effet collatéral du quinquennat, les législatives sont dans le sillon des présidentielles. Un score, qui pourrait être historique du PS en l'absence de dynamique antilibérale, ne sera pas sans effet - quoiqu'on fasse - sur les législatives. D'ailleurs, le PS ne s'y trompe pas. En choisissant, de lâcher des circonscriptions au PRG et au MRC - et sans nul doute aux Verts - pour renforcer ses positions, il se met en situation d'être en tête de la gauche, dans un certain nombre des nôtres. D'ailleurs, nos élus le mesurent bien. En témoignent, le nombre d'entre eux, singulièrement là où les enjeux sont lourds de conséquences, qui ont fait connaître leur engagement pour poursuivre sans préalable la démarche unitaire.

Les arguments utilisés pour justifier un virage à 180° par rapport à notre décision de congrès ne sont pas solides. D'ailleurs, les communistes franchement déterminés pour le poursuivre sont nombreux. Si Michel Laurent signale que 2/3 des fédérations semblent favorables à maintenir coûte que coûte la candidature de Marie-George, il omet d'indiquer que c'est loin d'être le cas dans les grosses fédérations à l'exception du Nord. Les secrétaires fédéraux de celles-ci nous alertent ce week-end sur le malaise et la division qui traverse le parti.

Dans ces conditions, une consultation ambiguë, qui laisse penser - contrairement aux termes du rapport - que Marie-George pourrait être la candidate du rassemblement antilibéral ne peut qu'aggraver la crise. Nous connaissons déjà les conséquences d'un bulletin de vote aux interprétations multiples. Le malaise et le désarroi atteint de nombreux camarades. Le CN doit avoir le courage de soumettre un choix clair. C'est le seul moyen de légitimer le résultat qui sortira de cette consultation. Les conséquences du choix entre les propositions 1 et 2 doivent être limpides : maintenir la candidature de Marie-George au prix du renoncement à l'unité. Ou rechercher une solution consensuelle - des propositions ont été avancées par plusieurs interventions - pour porter les couleurs du rassemblement antilibéral lors des présidentielles de 2007.

Notre Conseil national se doit de prendre en compte la discussion dans le parti

Sylvie Trivot-Devert

Conseil national du PCF
15-16 décembre 2006

Je suis secrétaire de section en région parisienne, ville dirigée par un Maire communiste.
Nous avons tenu hier soir une assemblée de section avec la participation de plus de 70 camarades.
Comme dans la quasi totalité des sections, les communistes de ma ville avaient approuvé la proposition de candidature de MGB pour le rassemblement anti-libéral.

Après une réunion sérieuse, évidemment avec beaucoup de préoccupations, il nous semble que le conseil national à la responsabilité première et unique, aujourd'hui, de prendre une initiative politique qui permette le déblocage de la situation.

Nous avons proposé la candidature de MGB, elle ne fait pas le double consensus. Nous devons le prendre en compte. Des camarades ont d'ailleurs exprimé ce regret mais dans le même temps estimé que, quand on fait de la politique, il faut partir des réalités.
Ne pas vouloir les entendre serait suicidaire, ne pas vouloir entendre nos partenaires l'est également.

Nous devons proposer à la consultation des communistes de retirer la candidature de MGB afin de continuer le rassemblement. La consultation doit porter sur ce point.

Beaucoup de camarades ont fait référence à notre score aux dernières Présidentielles et considèrent qu'il ne peut être question que nous portions la responsabilité de l'éclatement du rassemblement au risque de perdre des villes, des députés, des conseillers généraux et toute crédibilité.

Il est essentiel, face à une droite arrogante, qui tape fort, une extrême droite qui marque les consciences, un Parti socialiste qui tourne le dos à la volonté de rompre avec le libéralisme, que la gauche anti-libérale aide à reconstruire l'espoir.

Nous exprimons la volonté de tout faire, c'est de notre responsabilité pour préserver ce rassemblement. Il ne peut être question de changer les règles du jeu.

Nous les avons approuvées avec le texte ambition et stratégie du 10 septembre dernier

On ne joue pas une partie de foot en première mi-temps, puis avec les mêmes joueurs une partie de rugby en changeant de ballon. C'est casse-gueule et on est sûr de perdre.

Chers camarades, Je voudrais terminer par dire, personne ici n'est propriétaire du Parti : nous en sommes tous colocataires voire copropriétaires. C'est notre maison commune.

Je ne veux pas ici faire référence à l'unité du Parti qui, en son nom, nous a fait tous ici avaler des couleuvres.

Nous avons des opinions différentes voire divergentes, c'est un fait, pour autant pas plus ici dans notre direction que dans le Parti il n'y a de renégats, de liquidateurs, d'ennemis de l'intérieur.

Cela fait référence à des pages bien sombres de notre histoire ; ne les reproduisons pas !

Le parti tourne le dos au congrès et au rassemblement

Pierre Zarka

Conseil national du PCF
15-16 décembre 2006

Je considère que nous nous mettons dans une situation très grave. Nous sommes la force qui a le plus intérêt au rassemblement. Si le résultat de ce dernier change peu de chose pour des personnes comme Yves Salesses, pour nous, il s'agit de la survie du parti.

Ce qui provoque émoi et colère parmi un grand nombre de communistes, ce n'est pas le désaccord en soi, cela est déjà arrivé et arrivera encore. Ce qui est grave, c'est que la possibilité d'un rassemblement antilibéral n'est plus du registre de la construction abstraite, mais est devenue une réalité matérielle, avec 800 collectifs, un texte stratégique, un programme et que c'est cette réalité tangible que nous allons briser. A aucun moment, le rôle du PC n'a été contesté par nos partenaires. Ce qui est en cause, c'est la lisibilité du caractère composite du rassemblement derrière une personne emblématique d'une force particulière. Si la LCR ou PRS s'étaient totalement engagés dans ce processus, aurait-il été possible pour le parti que notre rassemblement soit incarné par Besancenot ou par Mélenchon ? Sommes-nous incapables de comprendre que ce problème est valable pour d'autres que nous ?

Cessons de vouloir opposer organisations et collectifs locaux. Il n'y a pas de consensus en faveur de Marie-George dans les collectifs. Comment sommes-nous capables d'ignorer les minorités qui disent que pour elles

ce n'est pas possible ? Pensons-nous que les collectifs resteront longtemps en face à face avec le seul PC ?

Nous avons nous-mêmes opposé une fin de non-recevoir à toute proposition alternative. Y compris Michel Laurent vient de rappeler dans son rapport que nous ne ferions pas de proposition d'autre candidature issue de nos rangs qui pourrait ne pas symboliser le regroupement autour du parti. Quand avons-nous débattu ensemble ne serait-ce que d'un autre nom ?

Un tel comportement ne peut que nous isoler et nous rend responsable de l'absence de rassemblement antilibéral aux échéances électorales à venir, législatives comprises puisque les deux campagnes vont se dérouler en même temps.

Nous sommes devenus sourds et agressifs à l'égard de quiconque cherche une autre solution, transformant nos partenaires en ennemis. Nous n'avons pas un mot de positif à leur égard. Pas un mot. Ils ont tous les défauts. Je me demande pourquoi nous avons accepté de signer l'appel d'avril dernier et accepter de tenir des meetings avec de tels anticommunistes. Cette agressivité se retrouve à l'encontre de communistes qui eux aussi cherchent une autre solution.

Nous sommes en train d'abandonner la démarche de rassemblement et de changer d'orientation. Le parti est en train de se raidir et de se fermer.

Personnellement, je n'assumerai pas la moindre part de responsabilité dans ce que je considère être une mauvaise action à l'égard du peuple et un suicide du parti.

Les contributions qui suivent, étaient destinées au Conseil national. Elles n'y ont pas été présentées, pour des raisons d'organisation du conseil national ou d'indisponibilité.

La responsabilité de la direction nationale du PCF

Gilles Alfonsi

Le rôle de notre direction est de proposer une solution politique au problème politique qui est posé. Elle ne peut le faire en acceptant les divisions actuelles, et encore moins évidemment en encourageant la division entre les communistes.

Le rôle d'une direction, dans une situation de crise, est d'abord d'écouter.

Depuis le week-end des 9 et 10 décembre, nous savons qu'il n'y aura pas de consensus sur la candidature de Marie George Buffet avec les organisations participant au rassemblement, ni dans les collectifs. A moins de remettre en cause notre orientation de congrès et de renoncer à nos ambitions politiques, nous devons le constater. A moins d'être en rupture avec le processus unitaire, nous devons en tenir compte.

Quand Georges Séguy, Claude Mazauric, Lucien Sève et Michel Simon s'adressent à nous,
Quand Jean Ferrat, Marcel Trillat, Ariane Ascaride, Robert Guédiguian, Gérard Mordillat nous interpellent,
Quand 400 camarades de 40 départements signent le texte, constructif, « l'heure du choix »,
Quand 300 élus, responsables de sections et militants appellent à une sortie par le haut de la situation actuelle,
Quand des milliers de communistes expriment de toutes les manières que nous devons privilégier le rassemblement antilibéral sur la défense coûte que coûte de la candidature de Marie George, quand des centaines de cellules et de sections expriment au moins leur trouble, et plus souvent leur désir d'une issue...

... peut-on continuer sur la même ligne ?

Au passage, concernant les élus, certains ricanent quand on évoque les risques d'effondrement, alors que les études qui sont faites actuellement dans nos « fiefs » montrent que ces risques sont extrêmement sérieux. On ne pourra pas dire qu'on se savait pas.

Aucun passage en force n'est possible. Il faut sortir de la logique d'affrontement. Parler de sérénité comme le fait le rapport de Michel Laurent relève de la méthode Coué.

C'est l'honneur de notre direction qui est en jeu, et il est honorable de tenir compte de la réalité, au lieu de foncer tête baissée et coûte que coûte.

Tout le monde sait que les communistes sont au cœur de la dynamique unitaire, qu'elle ne peut exister sans lui. Il faut donc donner un signal politique. Personne d'autre que nous ne peut le donner.

Et c'est notre devoir. Notre direction doit prendre sur elle : nous aurions souhaité que les choses se passent différemment, on peut discuter des heures des torts et des responsabilités, mais ce n'est pas cela qui permet de trouver une solution.

Il faut maintenant que la consultation des communistes serve à élaborer une porte de sortie. Si elle ne faisait que réitérer notre offre politique initiale, elle ne serait que contreproductive.

Les accusations d'anticommunisme, le dénigrement de nos partenaires, la diabolisation des traîtres de l'intérieur, le dénigrement de nos élus relèvent d'une autre époque et préfigurent une traversée du désert.

Si, par contre, nous avons le courage politique d'affronter la réalité en face, nous serions immédiatement perçus comme ayant en définitive

permis que le rassemblement se réalise. Le gain politique en sera immédiat. L'accord global, incluant les législatives, serait rapidement possible et la campagne pourrait s'engager avec toutes les forces de la dynamique unitaire.

Alors, une nouvelle proposition ? Il faut la faire, et c'est le rôle de notre Conseil national de la formuler. Qu'attendons-nous, alors que les contacts des derniers jours comme les échos des collectifs et du parti en offrent la possibilité ?

Pourquoi soutenir Marie-George, c'est aujourd'hui ne pas soutenir sa candidature

Anne Jollet

On l'entend très bien ici depuis hier, qu'on le veuille ou non, les grands perdants du choix qui semble s'annoncer du maintien de la candidature de Marie-George par le Parti, ce seraient ceux qui se sont battus sincèrement pour la construction de la politique unitaire.

Certains peuvent dire ici leur mépris et se faire menaçants pour ceux qui disent les conséquences désastreuses de ce qui apparaîtrait comme un changement de stratégie incompréhensible du Parti, mais ces conséquences dans l'opinion publique seront bien réelles.

Pourquoi un parti politique qui a marqué la situation politique globale (et marqué des points pour lui-même) par son engagement dans une construction politique inédite susceptible de redonner du poids à une gauche antilibérale, peut-il prendre le risque d'une telle volte-face ?

Comment prendre au sérieux que la direction d'un parti constate après des mois d'élaboration commune avec des partenaires politiques, alors qu'il n'y a pas d'éléments tangibles nouveaux, que nous n'avons pas les mêmes objectifs politiques ou que nos partenaires soient devenus des adversaires manipulateurs enkystés dans un anticommunisme primaire ?

Prendre ces considérations au sérieux reviendrait à dire que nous avons été bien imprévoyants et bien peu perspicaces. Ce serait donner raison à ceux qui disaient cette divergence depuis le début, à ceux qui, avec André Gérin, ont su habilement, sentant la puissance dans le Parti, du mouvement unitaire, renoncer à leur candidature propre, pour s'emparer de celle de Marie-George, dont ils ont subverti politiquement le sens par leur vote en sa faveur à la Conférence nationale. Ce serait donner raison à ceux qui ont été, depuis le début, hostiles à la démarche politique impulsée par Marie-George et soutiennent sa candidature avec d'autant plus de fougue qu'ils ont bien compris que celle-ci menace de casser la politique censée la justifier.

Par ailleurs, je veux revenir sur les arguments positifs avancés pour justifier le maintien de la candidature. La justification la plus lourdement mise en avant est celle du résultat des votes des collectifs locaux.

Il serait raisonnable dans cette affaire de reconnaître comme un préalable que le vote pour être démocratique doit se dérouler dans les conditions qui ont été prévues collectivement avant son ouverture. Or dans ce cas précis, il y a eu accord de toutes les composantes sur le fait que le choix ne pouvait passer par des primaires dont il était sûr qu'elles faisaient courir le risque de l'éclatement. Le Parti communiste étant la force organisée la plus importante du rassemblement, il allait de soi qu'en cas de vote majoritaire, il pouvait imposer tout ce qu'il voulait à ses partenaires. Cette règle n'était donc pas acceptable et, évidemment, le Parti n'a pas cherché à l'imposer puisque c'était un non sens au regard de la volonté d'avancer ensemble. C'est la raison pour laquelle il n'y a jamais eu constitution d'un corps électoral, étape, il semble nécessaire de la rappeler, indispensable à tout scrutin démocratique.

Par ailleurs, des membres du Parti (et surtout les opposants les plus virulents à la démarche unitaire) se sont saisis de l'opposition des membres du Collectif national à la candidature de Marie-George pour dénoncer un retour aux politiques de sommet, une atteinte insupportable à l'expression de la base. Sur ce point, il faut aussi rappeler l'accord entériné par tous de la démarche du double consensus, permettant aux organisations de garder leur liberté de décision quelles que soient les décisions émanant des collectifs locaux. Qu'auraient dit ceux qui dénoncent aujourd'hui une monstruosité dans ce droit des organisations à donner leur avis en tant que telles si le Parti n'avait pas en tant que tel gardé ainsi sa souveraineté ! Que n'aurait-on pas entendu alors sur la perte de souveraineté des communistes, du Parti !

Et cette protestation aurait été légitime. De fait, la règle du double consensus, compte tenu des formes du rassemblement, est une bonne règle pour fonctionner ensemble et il faut, si l'on veut être considéré comme des partenaires fiables, la respecter jusqu'au bout.

Ce n'est donc pas nous qui avons été piégés comme certains cherchent à le faire croire. Ce serait nous qui chercherions à piéger les autres si nous ne respections pas les règles fixées préalablement aux consultations sous prétexte que leurs résultats de nous satisferaient pas. J'entends ici beaucoup de certitudes sur la grande attente de l'opinion vis à vis des communistes. Mais j'entends ailleurs autour de moi beaucoup de déception, surtout, face à ce qui apparaît comme un effroyable gâchis d'une chance historique de donner une voix politique au mécontentement social. J'entends l'incompréhension de beaucoup de jeunes adhérents qui n'ont connu le Parti que dans la démarche unitaire, parti de mouvement, parti de la contestation sociale. J'entends l'attente anxieuse de beaucoup de militants des collectifs qui nous disent de ne pas tout casser. Pas de l'anticommunisme que tout cela. Plutôt une grande attente dont nous devrions être heureux, mais qui nous donne aussi une grande responsabilité. Le grand épouvantail de l'anticommunisme a assez joué de rôles néfastes pour stériliser tous les débats sur les difficultés du Parti pour que nous apprenions à nous en méfier. Non, Georges Ségué, Jack Ralite, tous les camarades historiens, sociologues, artistes, les centaines de militants qui écrivent, signent des textes qui nous demandent de privilégier la recherche de consensus ne sont pas d'affreux liquidateurs du Parti. Non, les quelques centaines d'élus, maires, adjoints, députés, conseillers généraux et régionaux qui disent leur inquiétude ne sont pas d'affreux anticommunistes.

Il faut savoir entendre.

Une proposition a été avancée par le collectif unitaire pour sauver le

processus. Celle de la recherche et de la proposition par les communistes d'une autre candidature que celle de Marie-George, une candidature incarnant moins fortement l'organisation du Parti, mais qui par son positionnement dans les luttes des dernières années permette d'exprimer l'articulation de la candidature unitaire avec ces luttes. Le nom de Francis Wurtz, du fait de son rôle dans la lutte contre le Traité constitutionnel, de son rôle dans les luttes parlementaires au niveau européen, dans la construction de nombreuses ripostes, est remonté de nombreux collectifs comme pouvant faire consensus. Qu'il ne s'agisse pas du choix de Francis lui-même comme il l'a dit hier est une chose. Notre devoir politique en est une autre. Et il est possible de penser que si le Parti lui demandait d'être candidat pour être utile à la démarche unitaire et à la place du Parti dans celle-ci, la réponse de Francis serait autre.

Il est de notre devoir de responsables politiques de travailler à partir de la proposition qui nous a été faite. La balle est dans notre camp.

Sachons être à la hauteur sous peine de voir le Parti avoir à porter la responsabilité de l'échec, sous peine de voir les opposants à la démarche unitaire reprendre la main dans le Parti, conduisant Marie-George et la ligne d'ouverture novatrice qu'elle a promue à l'échec.

Pour finir, aujourd'hui, c'est parce que nous soutenons les choix politiques promus par Marie-George que nous devons ne pas soutenir sa candidature et que plus que jamais nous devons dire « Marie-George, on tient à toi, n'y va pas ! »

Nous nous enfermons dans une nasse

Roger Martelli

Les antilibéraux attendaient pour 2007 la reproduction des tribunes du 29 mai. Si nous persistons dans la voie proposée, le groupe se réduira à une seule personnalité. La déception sera infinie.

J'entends dire, depuis quelques jours, que le temps est désormais venu, face à la petite gauche de la gauche, d'adopter le grand angle du tête-à-tête du PCF et d'une partie, fût-elle majoritaire en nombre, des collectifs unitaires. À mes yeux, ce modèle relève d'une illusion : sans la médiation des organisations et sensibilités, il y aurait à l'arrivée une candidature du seul Parti communiste français, avec tous les risques électoraux qu'implique cette hypothèse. Nous l'avons explicitement écartée au Congrès ; je plaide pour que nous continuions à le faire, mais à le faire de façon conséquente.

Nous avons entamé un bras de fer entre le Parti communiste et la totalité des partenaires du rassemblement unitaire antilibéral. En termes de rapport des forces numérique, le résultat de ce bras de fer est prévisible et sera sans appel : nous disposons de forces militantes sans équivalent dans la scène politique la plus à gauche. Mais, si l'on me permet l'usage désagréable d'une métaphore militaire, nous pourrions très bientôt nous trouver dans une situation où nous

gagnerions une bataille, mais avec le risque immense que nous perdions la guerre.

J'ajoute que nous laisserions un parti communiste meurtri. Celles et ceux qui, dans le parti, ont pris au mot notre « offre politique » sans préalable voient bien que la supériorité numérique incontestable de cette offre ne suffit pas à faire rassemblement. Aujourd'hui, nous sommes obligés de constater dans les faits que notre offre rassemble beaucoup mais qu'elle écarte aussi beaucoup, pire : qu'elle clive. Que cela soit juste ou non, douloureux ou non, c'est un fait et on fait de la politique avec des faits.

Il est encore temps de revenir à la raison. Si nous ne le faisons pas, nous nous enfermons dans une nasse. La direction porterait alors la responsabilité d'un résultat que je crois, hélas, inéluctable et que je ne peux pas assumer.

Plus tard, le temps viendra de réfléchir sereinement à ce qui nous a conduits dans cette situation. J'espère que nous serons collectivement en état de faire ce bilan, sans la tension, parfois l'incompréhension réciproque et la violence qui accompagnent aujourd'hui nos débats.

L'espoir était grand

Fernanda Marrucchelli

Conseil national du PCF
15-16 décembre 2006

L'espoir était grand. Pour la première fois des forces avec des cultures diverses décidaient de mettre leurs intelligences en commun pour ouvrir, ensemble, l'espace politique antilibéral qui demande d'être occupé. C'était continuer la chaîne de l'intelligence dont avait parlé Marie-George lors de la bataille pour le référendum.

Un défi immense, regardé au-delà de la France par tous ceux qui cherchent comment le politique ne soit pas privé du social. Il ne s'agissait pas, comme dans d'autres configurations, d'additionner les forces des progressistes pour faire barrage comme cela a été le cas en Italie dernièrement. Sur la base de nos expériences dans les luttes, dans les Forum sociaux, et aussi de la critique de la représentation politique, nous avons accepté de travailler à la fois sur le fond et sur la démarche, le contenu et la méthode.

La bataille sur le référendum, toutes les luttes sociales qui se développent (de la lutte contre les licenciements au Réseau éducation sans frontières) montrent qu'aujourd'hui la force qui est moteur et cœur du mouvement de transformation sociale est constituée de l'intelligence de chacun.

C'est tout ce foisonnement de réflexions et de pratiques qui nous avait

convaincus que pour les mettre en mouvement, les formes de prises de décision avec vote majoritaire n'étaient pas adéquates. Pour ne pas faire des vainqueurs et des vaincus, nous avons choisi la méthode du double consensus. Méthode qui a fonctionné pour avancer sur le programme et sur une question épineuse comme le nucléaire. Une méthode exigeante mais qui permet que chacun se retrouve par rapport à l'objectif commun.

Aujourd'hui, la direction du parti décide que cette méthode ne lui convient plus. Marie-George vient de dire qu'au nom du rassemblement, il n'y avait pas à débattre d'une autre candidature que la sienne. C'est un changement d'orientation et je le regrette, profondément.

Et je ne vais pas discuter car tout a été dit, je pense. mais je vais vous lancer un appel.

Je vous en prie, camarades, ne parlons pas de "déli de démocratie", ne cachons pas nos responsabilités dans la gestion et l'échec de ce rassemblement en accusant un soi-disant appareil qui n'a pas permis à la base de s'exprimer.

Nous savons tous qu'il n'y pas eu de "corps électoral", que les méthodes de vote étaient différentes, que le système du vote majoritaire ne s'est pas appliqué, que des communistes ont mis le pied dans les collectifs juste pour aller voter Marie George Buffet.

Comment peut-on dire que nous allons seuls tout en préservant le rassemblement pour l'avenir. C'est une antinomie totale. Et la situation se dégrade. Par exemple, lundi dernier dans le collectif unitaire du 20^e arrondissement de Paris il n'y a eu que les communistes. Les autres sont allés se réunir ailleurs.

La désillusion et la frustration gagnent non seulement les partenaires mais aussi les communistes. Personnellement, j'en suis meurtrie.

Du non constituant au nom rassemblant

Sarah Jane Mellor

« C'est à cause de ceux qui sont sans espoir que l'espoir nous est donné ».

(Walter Benjamin)

Quand on ne sait pas où l'on va, il est utile de se souvenir d'où l'on vient. Ne perdons pas de vue la genèse de notre rassemblement. N'oublions pas la fabuleuse généalogie des résistances (CPE, « sans papiers scolarisés »...). Repartons des « fondamentaux », repartons de ce non inaugural, constituant d'un agir ensemble où, à gauche, on s'est découvert du commun, où se sont créés des liens de confiance pour

résister ensemble, pour porter ensemble une alternative vivante.

Aujourd'hui, pour des millions de personnes, côté ressources, ce n'est plus « on ne finit pas le mois » mais « on ne commence même pas le mois ». La réalité de ce vécu, l'incertitude des conditions de vie, l'accroissement vertigineux des inégalités rendent actuel le thème de la transformation sociale.

J'ai en mémoire le soir du 29 mai, les explosions de joie des militants dont je suis et, chez les gens qui ne votaient plus, les esquisses de sourires sur des visages creusés par les entailles d'une vie dure. Ne décevons pas. Cet espoir de changement, cette multitude de désirs rendent vitale la poursuite de notre rassemblement qui n'est pas un conglomerat indistinct et uniforme mais un arc en ciel de sensibilités qui brasse toute la gauche, de l'électorat socialiste à l'extrême-gauche.

Nous souhaitons agir pour un avenir. Nous voulons réussir pour construire. Alors, nous devons rassembler pour transformer. Et si nous ne voulons pas être broyés par la mécanique du vote utile et effacés par le vote protestataire, nous devons réussir le rassemblement le plus large possible.

Ne sacrifions pas le fond. L'originalité d'une campagne collective, collégiale nous donne la vocation d'être identifiés comme le vote qui prône le « quoi », l'intellectuel collectif. Le nom qui figure sur le bulletin de vote ne saurait nous diviser, il doit fédérer sans dominer.

Dépassons le « qui ». La question qui nous est posée, ce n'est pas la « fidélité » à notre parti mais l'utilité de notre parti.

La responsabilité du PCF est immense

Nadine Stoll

Puisqu'il est proposé de partir de l'avis majoritaire des collectifs, il est grand temps de jouer la transparence afin de ne tromper ni les communistes ni nos partenaires avec qui nous nous sommes engagés à travailler à égalité et dans le respect. Quelle est la légitimité de ce résultat dit majoritaire?

On ne peut passer sous silence les multiples « anomalies » et méthodes parfaitement condamnables que l'on a vécues dans cette dernière période. Les témoignages remontent de partout. En Haute-Garonne, nous pouvons faire état :

- de création de collectifs monocolors de dernière minute et

démarchages auprès de multiples camarades pour vote sur consigne.

- la veille des 9 et 10 à St Ouen, le secrétaire fédéral du PCF31, suite à d'incessantes pressions, fait invalider un collectif créé depuis 2 ans et réunissant plus de 50 militants alternatifs réellement actifs.

- c'est la non prise en compte, toujours par le secrétaire fédéral, des résultats d'au moins 13 collectifs validés et en majorité pour Salesse.

Pourquoi la direction nationale informée n'a t-elle pas condamné de telles méthodes connues de tous, méthodes que nos partenaires taisent pour préserver l'unité?

Ne parlons pas des arguments employés pour rallier les communistes autour de MGB et défendre ainsi la citadelle soit-disant assiégée, à savoir:

- « l' anticommunisme » et le « gauchisme » venant du dehors et de dedans

- le mépris affiché vis à vis des milliers de militants alternatifs qui donnent pourtant sans compter.

- la mise en opposition des collectifs locaux et national...

C'est cet esprit qui a donné le ton détestable à la réunion des 9 et 10 à St Ouen où le PCF a donné une image extrêmement négative de lui-même. Comment peut-on penser convaincre de notre bonne foi dans ces conditions? Tout prouve le contraire d'une démarche de rassemblement sans hégémonie, dans le respect et l'écoute mutuels.

Un groupe de militantes alternatives présentes à nos côtés à St Ouen nous disaient abasourdies « Dire que nous étions nombreux à vouloir adhérer au PCF, depuis aujourd'hui, c'est terminé! »

Ne nous racontons pas d'histoire et n'inventons pas des victoires artificielles, d'autant moins sur le dos de nos partenaires. A ce propos, le rapporteur du PCF, O. Dartigolles ne parle-t-il pas de « Concurrents » dans une de ses déclarations?!...

La direction du PCF est dans une posture suicidaire. Il est grand temps de se reprendre et d'entendre les raisons politiques et hautement responsables de nos partenaires locaux et national quand ils disent, avec de très nombreux communistes, que la candidature de MGB ne peut rassembler tout l'arc des forces pour gagner tous ensemble. Et ce d'autant moins depuis ces manifestations détestables de rapport de force, preuve s'il en est, que les travers hégémoniques du PCF sont bien réels.

Malgré les quantités de courriers, d'appels, d'interventions depuis de longs mois, si MGB et la Direction, vous n'en démordez pas, vous prendriez une très lourde responsabilité historique et de nombreux communistes feront ainsi le choix de militer ailleurs pour une alternative réelle et sincère comme l'ont déjà fait la moitié de la direction de Haute-Garonne et nombre de militants depuis notre congrès fédéral.

Ecoutez la colère et l'incompréhension de nos amis et des communistes face à cette attitude acharnée à vouloir imposer MGB en faisant fi des règles de consensus que nous avons tous adoptées dès septembre! Rappelons que cette règle avait permis au PCF de faire adopter par veto, seul contre l'avis de toutes les forces du collectif national, la possibilité de présenter un candidat issu d'un parti politique.

Ecoutez cette volonté d'aller jusqu'au bout du processus unitaire par le retrait de notre proposition sur laquelle se focalisent tous les blocages. «Il faut faire un pas, soyons pragmatiques, retirons MGB et cherchons une autre solution... » c'est l'esprit qui a dominé l'AG des Communistes 31, même si elle a été conclue par un vote contradictoire et polémique, vote nullement représentatif des 1500 communistes non consultés à ce jour.

Du côté du collectif départemental 31, il a été voté à 55/60 le retrait de MGB, la proposition de Salesse, et notre engagement évident derrière le candidat issu du consensus national, y compris s'il est communiste connu pour son engagement dans le mouvement social.

Nos amis des collectifs attendent beaucoup de nos débats et de la décision de ce CN, je le rappelle, dans le plus grand respect pour notre Parti.

A ne pas prendre en compte sérieusement la demande de retrait, la direction du PCF prendrait la responsabilité pleine et entière de l'échec de ce rassemblement et de l'éclatement annoncé du PCF.

Faisons en sorte de ne pas dépasser le point de non-retour et faisons la vraie démonstration que « nous sommes déterminés à surmonter les obstacles et réussir ».

Cette déclaration a suivi le Conseil national des 15-16 décembre

Les raisons de notre démission du Comité exécutif national du PCF

Frédéric Genevée ; Isabelle Lorand ; Fernanda Marrucchelli ; Roger Martelli.
Pierre Zarka ; Malika Zediri.

Nous quittons le Comité exécutif national du PCF. Ce n'est pas pour une simple raison de désaccord politique ; ce n'est pas parce que notre point de vue n'est pas retenu.

Pour la première fois dans notre pays se matérialise la possibilité de construire un rassemblement antilibéral, regroupant des forces collectives et individuelles de différentes natures : politique, associative, syndicale, culturelle. Sourde aux multiples demandes qui lui sont adressées, la direction nationale du parti communiste, dans sa majorité, a pris la décision de refuser toute recherche de candidature à la présidentielle qui aurait permis le maintien et l'élargissement de cette construction. De fait, quel que soit le discours par lequel elle tente d'habiller cet acte, elle prend la responsabilité de sortir le PCF de ce processus et de lui porter un coup qui l'empêchera d'offrir une alternative au bipartisme en marche. Alors qu'il est nécessaire de consulter les communistes en toute clarté, le bulletin de vote n'éclaire pas sur les conséquences qu'aurait le maintien de la candidature de Marie- George Buffet (choix numéro un) à savoir la sortie du processus unitaire.

Les forces avec lesquelles nous avons organisé les meetings sont présentées par de trop nombreuses interventions comme si elles étaient des ennemies, ce qui laisse libre cours à des réflexes régressifs. Ces mêmes réflexes resurgis à l'intérieur du parti mettent en cause l'unité des communistes. Désormais, la direction du parti communiste tente d'établir un lien direct entre collectifs locaux et Parti communiste ce qui revient à vouloir rassembler autour du seul parti. Ce faisant, elle tourne le dos aux désirs des collectifs unitaires, à la volonté d'une part très importante de militants et responsables communistes. C'est tourner le dos aux choix majoritaires exprimés dans nos congrès, à la grande satisfaction de ceux qui les avaient combattus. Dès cet instant nous ne pouvons assumer les actes de direction qui en découlent.

C'est une mauvaise action pour celles et ceux qui souffrent de la violence libérale, pour celles et ceux qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour tenter de créer une issue. C'est suicidaire pour le parti communiste qui va se retrouver isolé et sera tenu pour responsable de cette situation. Il ne lui restera qu'un rôle politique marginalisé, laissant tout l'espace au social libéralisme et à une radicalité enfermée dans la protestation.

Nous ne pouvons pas entériner ce retournement d'orientation politique. C'est donc avec une douleur réelle pour nous, que nous démissionnons du Comité exécutif. Un retour à l'esprit d'unité nous conduirait bien sûr à revoir notre décision. Jusqu'au bout nous chercherons à rendre possible une issue positive. Communistes unitaires, nous n'abandonnons pas le combat transformateur. Nous continuerons avec celles et ceux qui souhaitent poursuivre une construction alternative antilibérale.

Au parti communiste, il est temps de prendre ses responsabilités.

Serge Grossvak

Membre du Parti Communiste, je crois de mon devoir de m'exprimer sur notre situation dans le rassemblement unitaire.

Engagé de longue date pour donner force à un espoir en l'avenir, enthousiasmé de voir tomber un à un les obstacles diviseurs, je suis aujourd'hui confronté à un terrible désarroi. Le désarroi de tant de mes camarades, hier précurseurs contre vents et marées. Ils ont porté cette idée nouvelle d'un parti politique constructeur de rassemblement, de citoyenneté, d'affrontement au libéralisme. Ce désarroi, je le vois encore plus fort, plus terrible, chez nos plus récents adhérents. Ce sont eux qui ont eu l'audace de devenir membre du Parti communiste alors que nous

étions au plus bas.

Du désarroi au découragement, il n'y a qu'un pas. Le pas vers le gouffre où nous nous perdrons. Pendant des mois, presque des années, nous avons avancé. Nous avons construit une nouvelle pratique de rassemblement. En Congrès, nous avons échafaudé une nouvelle stratégie politique où la citoyenneté constitue le fer de lance. Et aujourd'hui, alors que nous n'avions pas flanché, que nous avons multiplié les gestes de confiance... Et aujourd'hui, à l'instant ultime d'une étape cruciale, nos vieux démons ressurgissent.

Nous avons à affronter une problématique nouvelle. Nous avons à nous mettre d'accord sur la personne symbole de notre rassemblement. Notre parti, en lançant le combat pour Marie-George Buffet, retrouve ses pratiques de rapports de force, de pression, de tension. Au nom du nombre, au nom de la force de notre organisation, notre parti veut imposer ses choix. Ces pratiques de force viennent de notre passé. Il n'a fallu que cette occasion pour que des communistes jaillissent dans les comités et entrent en affrontement avec tous les autres. De nouveau nous nous donnons à voir comme un parti replié sur lui-même. De nouveau émergent les formules de certitudes : « nous avons toutes les raisons de nous engager pour Marie-George... » Toutes ? Sauf celles des autres ! Sauf celle, fondamentale, de parvenir tous ensemble au but.

Ce n'est pas seulement un renoncement. C'est une absurdité politique. Qui y-a-t-il à espérer d'une remise en cause de notre action à l'ultime moment ? Quel dynamisme militant peut être rêvé dans ce recul ? On ne peut pas faire pire calcul ! Non seulement notre ancienne stratégie de Parti guide a montré son épuisement, mais nos maigres forces pour un tel défi électoral auront été éreintées, perdues. Et même, si le rassemblement se fait, quelle perte, quelle déconsidération à entrer ainsi à reculons. Le Parti communiste de demain n'a rien à gagner de ces lamentables tergiversations.

Cet épisode montre à quel point notre culture passée pèse encore sur nous. Nous avons à apprendre un nouvel engagement politique. Nous avons à substituer à notre historique rapport de force, un rapport de dialogue et d'écoute. Nous avons à apprendre les gestes où la force de résistance que nous constituons face au capitalisme ne se transforme pas en force d'écrasement de la diversité des engagements sincères.

Nous avons, d'urgence, à retrouver notre volonté de construction d'une force transformatrice. Nous avons à entendre les arguments des autres, même sans les partager. Nous avons à intégrer que notre parti sort décrédibilisé de son passé récent. Est-il absurde d'être perçu comme soumis au Parti socialiste, comme adepte des négociations de sommet ? Nous avons à entendre les progrès nécessaires pour que nous soit accordé une place de plus grand respect et de confiance.

Nous sommes à une période charnière, d'enjeu immense. Un enjeu qui dépasse notre parti. Nous le voyons tous les jours dans l'action, le rassemblement ne serait pas ce qu'il est sans l'apport d'un parti organisé, structurant, portant à la cohésion. Ce qui se joue, c'est l'existence ou non, d'une expression politique crédible pour un monde plus humain. Nous avons une énorme responsabilité. Nos qualités sont nécessaires, nos défauts porteraient au désastre.

Tout se joue là, maintenant. A mes camarades qui désespèrent, je veux leur dire que je sais ce qu'ils endurent, moralement. Je sais ce sentiment d'avoir été berné. Le pire n'est pas encore sûr. Une prise de conscience de la folie du dérapage actuel peut être obtenue. Il faut tenir ! Tenir bon, jusqu'à la décision finale...

Nous publions ci-dessous le bulletin de vote proposé aux communistes : il y est affirmé la possibilité de rester dans le processus unitaire en maintenant la proposition de candidature de Marie George Buffet. Or nous savons qu'agir ainsi nous condamne à sortir de ce processus . En aucune façon il n'éclaire le choix des communistes. Maintenir la candidature de Marie George se fera au prix de l'absence d'unité des forces anti-libérales. Seul le choix n°2 peut permettre d'aller au bout de la démarche de rassemblement.

BULLETIN DE VOTE

Le Conseil national affirme sa volonté de poursuivre la construction d'un rassemblement antilibéral permettant à notre peuple de se prononcer majoritairement pour une alternative antilibérale à gauche. Il y a urgence. La campagne doit être engagée en grand dès le début du mois de janvier.

Or, malgré le choix le plus partagé des collectifs locaux en faveur de Marie-George Buffet, les organisations et sensibilités politiques participant au rassemblement n'ont pas pu jusqu'à présent se mettre d'accord pour une candidature à l'élection présidentielle. Le conseil national en prend acte.

A la question posée – aux collectifs locaux comme aux organisations et sensibilités politiques – de savoir comment surmonter la difficulté, il réitère les propositions faites par Marie George Buffet d'une campagne collective menée à plusieurs voix, et de se mettre pour cela en congé de sa responsabilité de secrétaire nationale du parti. Il demande aux communistes de se prononcer en choisissant l'une des deux possibilités suivantes :

Je choisis la proposition du conseil national de la candidature commune de Marie-George Buffet, choix le plus partagé des collectifs locaux, pour porter le rassemblement antilibéral à l'élection présidentielle.

Je choisis le retrait de la candidature de Marie-George Buffet et la recherche d'une autre candidature commune du rassemblement antilibéral à l'élection présidentielle.